

Jacques J. Anctil, *Code de procédure civile du Québec 1994 (texte intégral en tableaux)*, Montréal, Les Éditions Yvon Blais Inc., 1993, 543 pages, ISBN 2-89073-869-8
Charles Caza, *Loi sur les normes du travail — Législation, jurisprudence et doctrine*, 1^{re} éd., Collection Alter Ego, Montréal, Wilson et Lafleur Ltée, 1993, 430 pages, ISBN 2-89127-272-2
Yves Chaput, *Droit des sociétés*, collection « Droit fondamental », Paris, Presses universitaires de France, 1993, 411 pages, ISBN 2-13-045739-8
Raymond, Côté, Dawn Russell, David Vanderzwaag (sous la direction de), *Law and the Environment Problems of Risk and Uncertainty / Le droit de l'environnement ses problèmes et ses incertitudes*, Montréal, Les Éditions Thémis Inc., 1993, 329 pages, ISBN 2-89400-023-5
Claude LeCorre, *Embauche et préembauche : guide de rédaction*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1993, 128 pages, ISBN 2-89127-277-3
Sylvie Grégoire, *La problématique du sida en milieu de travail, pour l'employé, l'employeur et les tiers*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1994, 196 pages, ISBN 2-89127-291-9
Pierre Laporte *Code du travail du Québec; Législation, jurisprudence et doctrine*, 7^e éd., Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1992, 574 pages, ISBN 2-89127-253-6
Gilles Létourneau, *Guide d'information sur l'arrestation, la perquisition, l'inspection et la confiscation*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1993, 82 pages, ISBN 2-89127-270-6
Guy Lord, Jacques Sasseville, Diane Bruneau, *Les principes d'imposition au Canada*, 9^e et 10^e éditions, Montréal, Les Éditions Thémis Inc., 1992, 563 pages, ISBN 2-89217-219-6; 1993, 613 pages, ISBN 2-89127-261-7
Revue d'études juridiques (Université de Montréal), vol. 1, n° 1, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1993, 179 pages, ISSN 2293-8859
La Revue juridique Thémis, 28 (1994) *Études juridiques en l'honneur de Jean Beetz*, 305-1115, Montréal, Les Éditions Thémis Inc., 1994, ISSN 0556-7963
Claude Samson, Jeremy McBride (sous la direction de), *Solutions de Rechange au Règlement des Conflits — Alternative Dispute Resolution*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993, 644 pages, ISBN 2-7637-7288-9
Manon Lavigne, Mélanie Méthot, Julie Boulanger, Daniel Roussy, Isabelle Solon Héral, Richard Fridman, Marc Doyon et Hélène Paradis

Volume 26, numéro 1, mars 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035858ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035858ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Wilson & Lafleur, inc.

ISSN

0035-3086 (imprimé)
2292-2512 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lavigne, M., Méthot, M., Boulanger, J., Roussy, D., Solon Héral, I., Fridman, R., Doyon, M. & Paradis, H. (1995). Compte rendu de [Jacques J. Anctil, *Code de procédure civile du Québec 1994 (texte intégral en tableaux)*, Montréal, Les Éditions Yvon Blais Inc., 1993, 543 pages, ISBN 2-89073-869-8 / Charles Caza, *Loi sur les normes du travail — Législation, jurisprudence et doctrine*, 1^{re} éd., Collection Alter Ego, Montréal, Wilson et Lafleur Ltée, 1993, 430 pages, ISBN 2-89127-272-2 / Yves Chaput, *Droit des sociétés*, collection « Droit fondamental », Paris, Presses universitaires de France, 1993, 411 pages, ISBN 2-13-045739-8 / Raymond, Côté, Dawn Russell, David Vanderzwaag (sous la direction de), *Law and the Environment Problems of Risk and Uncertainty / Le droit de l'environnement ses problèmes et ses incertitudes*, Montréal, Les Éditions Thémis Inc., 1993, 329 pages, ISBN 2-89400-023-5 / Claude LeCorre, *Embauche et préembauche : guide de rédaction*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1993, 128 pages, ISBN 2-89127-277-3 / Sylvie Grégoire, *La problématique du sida en milieu de travail, pour l'employé, l'employeur et les tiers*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1994, 196 pages, ISBN 2-89127-291-9 / Pierre Laporte *Code du travail du Québec; Législation, jurisprudence et doctrine*, 7^e éd., Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1992, 574 pages, ISBN 2-89127-253-6 / Gilles Létourneau, *Guide d'information sur l'arrestation, la perquisition, l'inspection et la confiscation*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1993, 82 pages, ISBN 2-89127-270-6 / Guy Lord, Jacques Sasseville, Diane Bruneau, *Les principes d'imposition au Canada*, 9^e et 10^e éditions, Montréal, Les Éditions Thémis Inc., 1992, 563 pages, ISBN 2-89217-219-6; 1993, 613 pages, ISBN 2-89127-261-7 / *Revue d'études juridiques* (Université de Montréal), vol. 1, n° 1, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1993, 179 pages, ISSN 2293-8859 / *La Revue juridique Thémis*, 28 (1994) *Études juridiques en l'honneur de Jean Beetz*, 305-1115, Montréal, Les Éditions Thémis Inc., 1994, ISSN 0556-7963 / Claude Samson, Jeremy McBride (sous la direction de), *Solutions de Rechange au Règlement des Conflits — Alternative Dispute Resolution*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993, 644 pages, ISBN 2-7637-7288-9]. *Revue générale de droit*, 26(1), 183–191.
<https://doi.org/10.7202/1035858ar>

Droits d'auteur © Faculté de droit, Section de droit civil, Université d'Ottawa, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

NOTULES

Jacques J. ANCTIL, *Code de procédure civile du Québec 1994 (texte intégral en tableaux)*, Montréal, Les Éditions Yvon Blais Inc., 1993, 543 pages, ISBN 2-89073-869-8.

Le *Code civil du Québec*, en vigueur depuis janvier 1994, a nécessité la *Loi sur l'application de la réforme du Code civil* pour régler les conflits de lois.

Dans cet ouvrage, l'auteur Jacques J. Anctil, a pour objectif d'avoir dès 1994 un *Code de procédure civile du Québec* à jour. À cet effet, il a concentré ses efforts à intégrer les nouvelles mesures de la Loi d'application au *Code de procédure civile* actuel (version 1^{er} mai 1993).

Il a choisi de présenter le tout sous forme de tableaux. Ainsi, chaque tableau est un article du *Code de procédure civile* qu'il a d'abord décomposé pour mieux en visualiser les éléments et auquel il a ensuite ajouté, bien en évidence, les modifications de la Loi d'application. Le résultat est que chaque tableau forme un article à jour du *Code de procédure civile du Québec*.

Il convient enfin de noter que, d'une part, les tableaux ne sont pas des textes officiels comme l'indique l'avant-propos et d'autre part, que les tableaux ne sont pas accompagnés de commentaires, ce qui aurait parfois été souhaitable.

Il s'agit donc d'un ouvrage de référence pour les étudiants ou pour tous les praticiens du droit désireux d'être bien informés dans le domaine de la procédure civile sans avoir à attendre la version officielle du *Code de procédure civile* qui pourrait tarder à venir. L'auteur a voulu ainsi avoir un pas d'avance et non pas faire un résumé ou faire une critique selon sa conception des choses. Ce volume est l'équivalent d'un *Code de procédure civile du Québec*, version non officielle, à jour au 1^{er} janvier 1994.

Manon LAVIGNE

Charles CAZA, *Loi sur les normes du travail — Législation, jurisprudence et doctrine*, 1^{re} éd., Collection Alter Ego, Montréal, Wilson et Lafleur Ltée, 1993, 430 pages, ISBN 2-89127-272-2.

Ce nouvel ouvrage de la Collection Alter Ego a pour objet, comme l'indique son titre, la *Loi sur les normes du travail*. On retrouve d'ailleurs, dans la première partie du volume, le texte de la Loi ainsi que des règlements adoptés sous son empire, ce qui en facilite la consultation. Les textes législatifs y sont reproduits dans les deux langues officielles.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à la jurisprudence et à la doctrine relatives à la Loi et au *Règlement sur les normes du travail*. Nous retrouvons, pour chaque article de ces deux textes, des annotations jurisprudentielles, sous forme de résumés succincts des principales décisions rendues par le Tribunal d'arbitrage, le commissaire du travail, le Tribunal du travail et les tribunaux supérieurs. L'ordre de présentation de ces décisions passe du général au particulier, le tout étant agrémenté d'un index pour chaque disposition traitée. Nous y retrouvons aussi des renvois à d'autres articles de la Loi et des références à la doctrine pertinente. Les informations qui y sont compilées sont à jour au 1^{er} janvier 1993. Cependant, certaines décisions des tribunaux supérieurs postérieures à cette date y sont aussi répertoriées.

Il est à noter que l'auteur a tenu compte de la *Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives* (L.Q. 1990, c. 73) lors de la sélection des décisions jurisprudentielles contenues dans cet ouvrage. Ainsi, les décisions rendues non pertinentes par l'entrée en vigueur de cette Loi ont été écartées.

Nous pouvons finalement retrouver dans ce volume une table de la doctrine et une table de la jurisprudence avec renvois aux dispositions pertinentes, de même qu'un index de la *Loi sur les normes du travail*. Fidèle à la lignée que nous offre depuis plusieurs années la Collection Alter Ego, l'arrivée de cet ouvrage réjouira sans doute tous ceux qui ont à

Yves CHAPUT, *Droit des sociétés*, collection « Droit fondamental », Paris, Presses universitaires de France, 1993, 411 pages, ISBN 2-13-045739-8.

Monsieur Yves Chaput, professeur à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne) et directeur de l'UFR de droit des affaires, nous présente un ouvrage de droit commercial français ayant pour titre *Droit des sociétés*.

La première partie intitulée « Le droit commun de la société » a deux objets : préciser la notion de société et étudier le régime juridique de sa création et de sa disparition. Les types de sociétés sont analysés dans la seconde partie du livre. L'auteur y traite respectivement de la société anonyme, de la société à responsabilité limitée, de la société en nom collectif, de la société en commandite, de la société civile et finalement, des groupements d'intérêt économique. Mais avant cela, il nous présente trois tableaux initiaux ; le premier portant sur la structure fondamentale d'une société, le second, sur les groupements personnalisés et le dernier, sur le choix d'une forme sociale.

La troisième partie de l'étude porte sur les restructurations de sociétés. Il s'agit en fait de l'analyse du droit des sociétés dans sa perspective dynamique. Les types de restructurations identifiés et traités par l'auteur sont de deux ordres : d'une part, les modifications statutaires avec ou sans maintien de la personnalité morale et, d'autre part, la création de groupes entre sociétés juridiquement autonomes.

La quatrième partie intitulée « Des sociétés en style télégraphique » a pour objet de fournir au lecteur des fiches techniques rédigées dans un style télégraphique sur le droit des sociétés. Ces fiches lui donnent de l'information rapide sur chacune des formes de groupements étudiées dans la partie deux de même qu'un récapitulatif fiscal en la matière.

Bref, tout en n'ayant pas la prétention de s'avérer un ouvrage exhaustif sur le droit des sociétés, ce livre, comme le souligne à bon escient l'auteur, constitue « un livre de plus » (p. 12) dans le domaine. Toutefois, il convient de souligner que cet ouvrage est fort bien conçu pour faciliter la recherche. En effet, il contient une table des abréviations ainsi qu'un sommaire, un index alphabétique et une tables des matières avec renvois pertinents.

Finalement, chose intéressante à noter, chaque chapitre comporte une section intitulée « Pour aller plus loin ».

Julie BOULANGER

Raymond, CÔTÉ, Dawn RUSSELL, David VANDERZWAAG (sous la direction de), *Law and the Environment Problems of Risk and Uncertainty / Le droit de l'environnement ses problèmes et ses incertitudes*, Montréal, Les Éditions Thémis Inc., 1993, 329 pages, ISBN 2-89400-023-5.

En préface de ce volume de l'Institut canadien d'Administration de la Justice, nous sommes prévenus qu'il s'agit des actes d'un colloque tenu en octobre 1988 à Halifax, Nouvelle-Écosse. Abordant plusieurs aspects pratiques du droit de l'environnement canadien, l'Institut réussit malgré la relative concision du texte, à toucher à tout ce qui peut être chaud dans le domaine du droit de l'environnement.

Ce voulant pan-canadien, le texte est général et n'aspire pas à être un ouvrage complet sur le droit environnemental de ce pays. Il s'agit cependant d'une bonne introduction et peut aussi servir à initier aisément la recherche d'une question plus spécifique par ces textes variés.

En fait, quelle que soit la province de résidence ou la nature du droit recherché, ce volume s'avère utile. Le transport de matière dangereuse, les déversements dans les eaux, les pesticides ou encore, la compétence des tribunaux, pour n'en nommer que quelques-uns, sont tous des sujets de ce volume, ce qui démontre la variété des thèmes abordés à cette conférence. Ils le sont tant du point de vue provincial, avec une perspective québécoise, ontarienne ou autre, que fédéral par des spécialistes du milieu juridique environnemental; ceux-ci provenant directement du milieu juridique, industriel, universitaire.

Le volume n'a aucun plan précis de traitement des différents sujets et se veut surtout une référence plus qu'un traité du droit en la matière. Il est dommage que les organisateurs de ce colloque ait mis cinq années à mettre ensemble les textes et à les publier.

Somme toute un document de référence qu'on retrouvera dans toute bonne bibliothèque de droit; un rapport sur l'état du droit en général à la fin des années 1980 avec les avantages et les limites inhérentes à ce type de publication.

Daniel ROUSSY

Claude LECORRE, *Embauche et préembauche : guide de rédaction*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1993, 128 pages, ISBN 2-89127-277-3.

Ce guide de rédaction a pour objectif de renseigner l'employeur et l'employé tout en les guidant à travers le processus d'embauche et de préembauche afin d'éviter d'éventuels conflits de travail.

Le premier chapitre du Guide porte sur le formulaire de demande d'emploi et l'entrevue. Dans cette partie l'auteur étudie les limites imposées à l'employeur par la *Charte des droits et libertés de la personne* en ce qui a trait à l'information qu'il peut obtenir par le formulaire de demande d'emploi ou lors de l'entrevue. Il est interdit à l'employeur d'exercer toute forme de discrimination lors de l'embauche. Ainsi, l'employeur doit évaluer la capacité du candidat à effectuer les tâches du poste offert. À travers ce chapitre l'auteur encourage fortement l'employeur à respecter scrupuleusement la Charte à tout moment de la phase de préembauche. De plus, il est intéressant de noter que l'auteur a inclus un modèle de formulaire de demande d'emploi pour consultation.

Le deuxième chapitre porte sur le contrat individuel de travail. Celui-ci contient une version abrégée d'un contrat de travail, ainsi qu'un mode d'emploi pour sa rédaction et une analyse de ses principaux articles.

Le troisième et dernier chapitre contient des modèles de contrat d'emploi clairs pour trois groupes : l'employé, le cadre intermédiaire et le spécialiste ainsi que le cadre supérieur. Ces modèles sont très utiles à la fois à l'employeur et à l'employé, en ce qu'ils contiennent des suggestions et des mises en garde concernant leurs intérêts respectifs dans la rédaction de contrats d'emploi.

En effet, ce guide de rédaction est intéressant en ce qu'il reflète à la fois les intérêts des employeurs et des employés ce qui permet une approche objective de l'embauche et de la préembauche. Ce livre bien écrit et simple dans sa forme est agréable à consulter.

Enfin, il est important de remarquer qu'il est à jour et respecte les nouvelles exigences du Code civil.

Isabelle SOLON HÉLAL

Sylvie GRÉGOIRE, *La problématique du sida en milieu de travail, pour l'employé, l'employeur et les tiers*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1994, 196 pages, ISBN 2-89127-291-9.

AIDS in the workplace is an issue that has taken on quite some importance over the last while. With over 7200 cases of infected people reported in this country as of January, 1993 (p. 2), the impact of this disease on our society cannot be ignored.

It is in this context that Sylvie Grégoire wrote her book on the issue of AIDS in the workplace. She addresses such topics as (1) the rights of HIV infected individuals who have not developed *full blown* AIDS to continue working while they are still capable; (2) whether employers have the right to impose AIDS testing on their employees; (3) the rights of employees working with HIV infected individuals; and (4) the recourses of individuals with HIV where their rights have been violated.

This book consists of two chapters, the first of which can be divided into two distinctive sections. The initial section deals with the medical aspects of the disease, such as the nature of the virus, the symptoms associated with the different degrees of the disease and the ways in which the disease can be transmitted. The second section of this chapter, and the most voluminous part of the book, covers the legal questions associated with the issue of AIDS in the work place.

It goes without saying that the problems that arise from this social dilemma are not only limited to the sufferers of the disease but also affect all those who work with them, and this is recognized by the author. Consequently, the questions that she attempts to answer cover the various facets of the legal problem at hand.

Given the absence of any particular legislation regarding AIDS, the author attempts to equate AIDS to a handicap or deficiency in order to apply current legislation to the problem in question. The author also deals with the obligations that would be imposed upon an employer to accommodate an HIV infected employee, where such an employee poses no risk to co-workers or to the general public (which is most often the case).

From the perspective of the employer, Sylvie Grégoire devotes a subsection

of her book to the degrees of intervention that would be permitted. She canvasses questions ranging from the ability of the employer to request the disclosure of medical information from an employee, to the repercussions that would result from denying an HIV infected employee his or her social benefits.

In addition to the two aforementioned aspects, the author covers the possible recourses available to HIV infected employees who have been wronged in the context of their employment, as well as the rights and obligations of the co-employees of an HIV infected person.

Finally, in the second chapter, the author briefly makes some recommendations as regards the issue at hand. She deals with the need of the Federal and Provincial parliaments to introduce legislation that would have for effect to expressly prohibit discrimination based on HIV infection. More importantly though, the author underlines the necessity of informing and educating the public and the general workforce. This, she explains, is the obligation of both the State and of the employer.

This book is one of the few to deal with an issue that is of growing importance. While it focuses on the legal aspects pertaining to this very serious social dilemma, this book deals with the various topics in a comprehensible manner and is consequently easy for virtually anyone to understand. Accordingly, this publication could provide any employer or employee with some very useful insight into an issue which, it is submitted, can no longer be ignored.

Richard FRIDMAN

Pierre LAPORTE *Code du travail du Québec; Législation, jurisprudence et doctrine*, 7^e éd., Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1992, 574 pages, ISBN 2-89127-253-6.

La Collection Alter Ego nous présente la 7^e édition d'un ouvrage-clé en matière de droit du travail québécois, le *Code du travail du Québec; Législation, jurisprudence et doctrine*. Il convient de noter que la 5^e édition a fait l'objet d'une recension en 1992 (voir (1992) 23 R.G.D. 151).

L'auteur de l'ouvrage, Pierre Laporte, nous fournit, dans un premier temps, le texte du *Code du travail* du Québec de même que les règlements adoptés sous son empire. Ensuite, il prend soin de reproduire l'extrait de la Charte de la langue française portant sur la langue du travail. Dans la section qui suit, il effectue, pour chaque article du *Code du travail*, des renvois à la jurisprudence et à la doctrine pertinente. À cet égard, il faut souligner que les recherches sont mises à jour jusqu'au 1^{er} janvier 1992.

Relativement à la jurisprudence, monsieur Laporte ne se contente pas de procéder à une simple énumération de causes. Il en fournit, en plus, un bref résumé. Les décisions répertoriées sont celles rendues par le Tribunal du travail, le tribunal d'arbitrage et les tribunaux supérieurs en application du *Code du travail* du Québec. L'auteur a tenu compte, aussi, des décisions importantes de la Commission des relations ouvrières (C.R.O.) et de la Commission des relations de travail (C.R.T.). Dans le cas du tribunal d'arbitrage, les décisions ne sont répertoriées que depuis 1982. On peut croire que l'auteur a préféré s'en tenir au recueil de jurisprudence *Tribunal d'arbitrage (T.A.)*, lequel débute en 1982. En effet, pour les années antérieures (1970 à 1981), l'on pouvait se référer au recueil *Sentences arbitrales de griefs (S.A.G.)*. Finalement, chose intéressante à souligner, en plus des références mentionnées précédemment, l'auteur a pris la peine d'effectuer des renvois à des résumés figurant sous d'autres articles, ce qui, du même coup, permet au lecteur de faire des liens entre les différentes dispositions du Code.

Une annexe portant sur la jurisprudence et la doctrine en matière de partage des compétences a été insérée dans l'ouvrage. Point n'est besoin de rappeler que cette branche du droit constitutionnel qu'est le partage de compétences est essentielle au droit du travail au Canada. En effet, elle permet de déter-

miner qui du fédéral ou des provinces aura le pouvoir de légiférer sur les relations de travail au sein d'une entreprise. Il est, par conséquent, très appréciable que l'on ait pris le soin d'inclure cette annexe.

Étant doté d'une liste d'abréviations, d'une table de la jurisprudence, d'une table de la doctrine et de l'index du *Code du travail*, ce livre se veut avant tout un outil efficace pour son utilisateur.

Julie BOULANGER

Gilles LÉTOURNEAU, *Guide d'information sur l'arrestation, la perquisition, l'inspection et la confiscation*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1993, 82 pages, ISBN 2-89127-270-6.

Le droit pénal provincial est complexe et cet ouvrage de consultation est un outil de travail simple qui sert de guide d'information sur les pouvoirs d'arrestation, de perquisition, d'inspection et de confiscation émanant du *Code de procédure pénale* du Québec, des lois québécoises et des règlements provinciaux et municipaux.

Le guide est destiné aux policiers, agents de la paix, constables, constables spéciaux, inspecteurs, enquêteurs et aux personnes chargées de l'application de la loi. L'objectif du guide est de permettre à l'utilisateur un accès facile et une compréhension rapide de la règle de droit qui le gouverne.

Le guide d'information est divisé en cinq chapitres. Le premier traite des titulaires des pouvoirs c'est-à-dire l'agent de la paix, le constable, le constable spécial et la personne chargée de l'application de la loi. Le deuxième chapitre a comme sujet l'arrestation, où celle-ci peut être faite et les pouvoirs de celui qui est autorisé à procéder à l'arrestation. La perquisition et la saisie sont examinées dans le troisième chapitre. Tout en énonçant le but de la perquisition l'auteur étudie respectivement les détails de l'obtention d'un mandat ou d'un télémandat de perquisition ainsi que la possibilité de perquisitionner sans ces formalités. De plus, le déroulement de la perquisition ainsi que celle qui est faite dans le but de saisir des renseignements confidentiels sont étudiés respectivement dans ce même chapitre. Le prochain chapitre traite de l'inspection : ses objectifs, qui peut procéder à une inspection, l'étendue de celle-ci et son lieu. Le dernier chapitre étudie les objectifs de la confiscation et les droits de deux qui peuvent confisquer des objets.

En somme c'est un ouvrage clair et concis qui réussit dans son objectif de servir de guide d'information à toute personne qui cherche des précisions sur la procédure à suivre en droit pénal québécois. Le guide est intéressant et agréable à lire étant donné les références exactes aux différents textes de lois, le style d'écriture, la simplicité de la mise en page et les vignettes caricaturales.

Isabelle SOLON HÉLAL

Guy LORD, Jacques SASSEVILLE, Diane BRUNEAU, *Les principes d'imposition au Canada*, 9^e et 10^e éditions, Montréal, Les Éditions Thémis Inc., 1992, 563 pages, ISBN 2-89217-219-6; 1993, 613 pages, ISBN 2-89127-261-7.

Le domaine de la fiscalité étant proie à de continuelles modifications, l'ouvrage dont il est ici question doit donc faire l'objet à chaque année d'une révision en profondeur. Les 9^e et 10^e éditions n'y font pas exception. En effet, bien que les divisions et subdivisions soient demeurées intactes, le texte en lui-même tient compte des divers remaniements législatifs afférents à l'impôt sur le revenu. L'ouvrage se concentre particulièrement sur la législation fédérale, étant donné que c'est à ce niveau que se produisent annuellement les changements les plus importants et que la jurisprudence porte en très grande majorité sur la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Cependant, certaines dispositions de la *Loi sur les impôts* (du Québec) y sont aussi étudiées.

Les deux dernières éditions tiennent compte, entre autres, des déclarations du ministère des Finances fédéral et de la jurisprudence pertinente à jour le 1^{er} mai de leur année respective de parution. Tout comme dans les versions antérieures, l'ouvrage nous présente une introduction générale à la fiscalité, pour ensuite traiter de façon plus spécifique de diverses notions fiscales importantes telles l'assujettissement à l'impôt, les notions de revenu (selon leurs sources), l'impôt des particuliers, des sociétés, des fiducies et des corporations.

On y retrouve aussi un chapitre important sur la taxe sur les produits et services. Il est à noter que l'édition de 1993 contient un index détaillé sur ce sujet particulier. À ce niveau, il est d'ailleurs important de souligner que la version de septembre 1993 nous offre aussi un index des sujets beaucoup plus détaillé de même qu'une table des bulletins d'interprétation, des circulaires d'information et des décisions anticipées. Ces nouveautés contribueront certainement à faciliter la recherche d'une information précise.

La publicité de ce volume n'est, croyons-nous, plus à faire auprès de la communauté juridique. En effet, rendu à sa 10^e édition, cet ouvrage est désormais reconnu comme un outil de base pour qui s'intéresse au droit fiscal. La matière y est traitée de façon

cartésienne, dans un esprit civiliste pourrions-nous même affirmer. Les concepts, souvent complexes, y sont décrits d'une manière générale, sans être vraiment approfondis. Le texte est de plus agrémenté de courts exemples nous permettant de visualiser l'application de plusieurs des notions traitées. Par son approche généralement assez claire et simple, cet ouvrage répond bien aux attentes du lecteur non-initié à cet obscur domaine qu'est la fiscalité.

Mélanie MÉTHOT

Revue d'études juridiques (Université de Montréal), vol. 1, n° 1, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1993, 179 pages, ISSN 2293-8859.

Cette publication constitue le premier numéro d'une revue juridique qui paraîtra 2 fois par année. Elle a pour but de rendre public les meilleurs travaux des étudiants du baccalauréat, de la maîtrise et du doctorat.

C'est un comité de juristes expérimentés qui sélectionne les textes des étudiants de façon à publier des articles de fond, des commentaires de jurisprudence et de législation, des chroniques, des bibliographies, etc.

Ce premier numéro comporte 6 textes dont 5 rédigés par des étudiants du baccalauréat et 1 par un étudiant en maîtrise. Voici donc un bref aperçu des textes :

Le premier texte : *Les nouvelles technologies de reproduction : le défi féministe des années 1990*. L'auteure, Ariane Charbonneau, nous introduit d'abord aux nouvelles techniques de reproduction telles l'insémination artificielle, la fécondation *in vitro* et la grossesse sous contrat. Elle analyse ensuite divers documents internationaux sur le sujet et nous fait part de certaines propositions féministes appropriés.

Le deuxième texte : *L'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et l'accession du Québec à la souveraineté*. Partant de l'hypothèse que le Québec indépendant voudrait devenir partie à l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*, l'auteur, Frédéric Gouin (maîtrise), débute son étude avec l'analyse de la théorie de succession d'États et plus particulièrement en matière de traité. Puis, après en avoir dégagé des règles il pose ensuite 2 hypothèses pour l'appliquer au Québec.

Le troisième texte : *Le recours pour oppression en droit corporatif fédéral et les conventions unanimes d'actionnaires : coexistence difficile ou aménagement forcé?* L'utilisation du recours en oppression est d'une très grande importance en droit corporatif puisqu'il offre, entre autres, aux actionnaires minoritaires la possibilité de faire valoir leurs droits. Mais qu'en est-il lorsqu'il y a une convention d'actionnaires? L'auteur, J. Anthony Penhale, détermine d'abord les considérations générales des conventions d'actionnaires et ensuite à l'aide de décisions l'élabore sur le recours pour oppression et trace un parallèle avec les conventions d'actionnaires.

Le quatrième texte : *Le dividende discrétionnaire et l'arrêt La Reine c. McClurg*. Dans la première partie, l'auteure, Isabelle Viger, explique la controverse qui existe à l'égard des dividendes discrétionnaires, qui sont jugés illégaux selon le principe de droit corporatif. Puis dans la deuxième partie, elle analyse la décision de la Cour suprême dans l'arrêt *McClurg* qui a déclaré légal un tel type de clause.

Le cinquième texte : *La contestation judiciaire d'un excès de vitesse constaté par radar*. L'auteur, François-Philippe Champagne, expose la procédure judiciaire et l'infraction d'un excès de vitesse constaté par radar. Il s'attarde, entre autres, aux différentes situations où l'on peut soulever un doute raisonnable.

Le sixième texte : *Déclaration d'adoptabilité, abandon et parents mentalement handicapés : les leçons de l'arrêt Droit de la famille — 1544*. Cette décision de la Cour d'appel de 1992 renverse sa récente décision de 1988 dans *Droit de la famille — 256* concernant l'interprétation de l'article 611(2) C.c.Q. Dans *Droit de la famille — 1544* la Cour d'appel reconnaît que l'enfant doit être déclaré adoptable bien que la négligence de la mère était involontaire car causée par son handicap. Ainsi, les tribunaux pourront désormais ordonner le placement d'un enfant en adoption tant dans les cas d'abandon involontaire que volontaire. L'auteure, Nathalie Gagnon, décompose et critique l'arrêt *Droit de la famille — 1544*.

Somme toute, cette revue publie des textes exceptionnels sur des sujets d'actualité qui intéresseront autant les futurs juristes que tous les praticiens du droit désireux de connaître les nouveaux développements dans plusieurs domaines différents.

Manon LAVIGNE

***La Revue juridique Thémis*, 28 (1994) *Études juridiques en l'honneur de Jean Beetz*, 305-1115, Montréal, Les Éditions Thémis Inc., 1994, ISSN 0556-7963.**

Ce numéro spécial de la revue de la Faculté de droit de l'Université de Montréal comprend vingt-neuf textes d'auteurs différents. Ces articles, en plus de quelques autres, feront éventuellement partie d'un recueil intitulé : *Études juridiques en l'honneur de Jean Beetz* à paraître aux Éditions Thémis. Comme son titre l'indique, cette parution regroupe des collaborations qui ont pour objet, directement ou indirectement, l'honorable Jean Beetz, juge à la Cour suprême du Canada entre 1974 et 1989 qui est malheureusement décédé en 1991.

Parmi ces textes on retrouve des témoignages touchants de certains confrères de travail qui ont bien connu Jean Beetz. La plupart sont, ou ont été, juges tout comme lui, que ce soit à la Cour d'appel du Québec ou à la Cour suprême du Canada. Il s'agit entre autres, de Louis-Philippe de Grandpré, Brian Dickson, Gérald LaForest, Gérald Le Dain, Fred Kaufman, etc. Ils nous présentent l'homme, ses qualités de travail, son respect des autres, ses idées sur la justice et la politique, et sa façon de voir la vie en général comme par exemple dans : « Jean Beetz — Souvenirs d'un ami » (Gérard La Forest) et « Jean Beetz as judge and colleague » (Gérald Le Dain).

Les autres contributions sont juridiques. Il s'agit dans certains cas de commentaires d'arrêts importants auxquels participait le juge Beetz : « La détermination du domaine du droit civil en matière de responsabilité civile de l'administration québécoise — Commentaire de l'arrêt *Laurentide Motels* » (Pierre-André Côté), « L'arrêt *Oakes* et la liberté d'expression : plaider pour la protection du discours impopulaire » (Francis Lamer), « L'arrêt *Bibeault* : une ancre dans une mer agitée » (Claire L'Heureux-Dubé) etc. Un article très intéressant intitulé « L'empreinte » par Luce Patenaude fait ressortir les qualités de fond et de forme des jugements rédigés par Jean Beetz, son style, la clarté de ses motifs et sa méthode de rédaction.

Les études juridiques des autres auteurs abordent une question ou un domaine de droit bien précis ayant connu une évolution remarquable durant les années où le juge Beetz siégeait. Il y a bien sûr l'interprétation de la Charte canadienne : « Jean Beetz : sur la

société libre et démocratique » (Andrée Lajoie, Stéphane Perrault, Henry Quillinan et Armelle Chitrit) et « Judicial amendment of statutes to conform to the charter of rights » (Peter W. Hogg). Toute la question délicate du partage des compétences entre le fédéral et les provinces : « Jean Beetz et le partage des compétences législatives » (Gérald-A. Beaudoin), « La doctrine des immunités interjuridictionnelles dans le partage des compétences : éléments de systématisation » (Fabien Gélinas) et « Les relations de travail » (Robert Décary).

Ces études juridiques en l'honneur de Jean Beetz nous permettent de faire la connaissance d'un personnage très important dans l'histoire juridique canadienne; c'est aussi une occasion d'approfondir la jurisprudence de la Cour suprême entre 1974 et 1989.

Marc DOYON

Claude SAMSON, Jeremy MCBRIDE (sous la direction de), *Solutions de Rechange au Règlement des Conflits — Alternative Dispute Resolution*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993, 644 pages, ISBN 2-7637-7288-9.

Trois qualificatifs décrivent ce collectif : il est intéressant, éducatif et formatif. Tout d'abord, le lecteur apprend à connaître quelles sont les solutions de rechanges au règlement des conflits (SRRC) et comprend leur application dans les États qui ont participé au colloque. Parallèlement le lecteur est introduit à d'autres cultures juridiques qui se rejoignent à certains égards. Enfin les auteurs proposent, en conclusion de leur texte, des solutions, des améliorations ou soulèvent d'autres problèmes qui éveillent la curiosité du lecteur.

Le collectif présente le point de vue d'une trentaine de spécialistes du droit provenant de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, du Canada et du Québec, sur les solutions de rechange au règlement des conflits. Les principaux modes de résolution sont traités dont l'arbitrage, la conciliation et la médiation; mais en plus l'ouvrage présente différents modes mixtes créés pour des besoins spécifiques par leur environnement juridique.

Les solutions de rechange au règlement des conflits touchent tous les domaines du droit : l'ouvrage traite des rapports du citoyen face à l'administration, des rapports économiques du droit, des contrats et des rapports sociaux. Chacun de ces domaines est représenté par plusieurs sujets.

Citons, à cet effet, quelques exemples tirés des rubriques mentionnées : Nabil Antaki, professeur à l'Université Laval, traite des « Contrats de médiation commerciale » dans lequel il décrit le contenu des sept clauses de base de ce type de contrat. Jeremy Mc Bride, professeur à l'Université de Birmingham, analyse les modes non contentieux de résolution des litiges qui touchent les droits de la personne dans un texte intitulé « Friendly settlement of international human rights claims by individuals ». David Mullan, professeur à l'Université de Queen en Ontario, étudie le pouvoir de révision au fond des décisions rendues par les organismes judiciaires dans un texte intitulé « The ombudsman of Ontario — Some issues of authority ». Enfin, Udo R. Mayer, professeur à l'Université de Hambourg, présente dans un texte intitulé

« Alternative dispute resolution in German enterprises » les cas de conflits de cogestion entre les employeurs et les conseils de travailleurs au sein des entreprises allemandes. André C. Côté, doyen de la Faculté de droit de l'Université Laval, commente le texte du professeur Udo R. Mayer en comparant les systèmes allemands et canadiens d'arbitrage dans les relations de travail.

En conclusion le collectif est composé de trente-deux textes et de cinq commentaires classés en ordre alphabétique d'auteurs. Cette méthode impose au lecteur la recherche des autres textes de la même rubrique et fait en sorte qu'il n'y a pas de lien d'un texte à l'autre. Chacun des textes est introduit par un bref résumé qui permet au lecteur d'avoir une idée du sujet et du contexte dans lequel se présente la solution de rechange au règlement des conflits.

Hélène PARADIS